

MIFE AUVERGNE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
Siège social : Cité Négocia, 2 rue pierret
43000 Le Puy en Velay

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

MIFE AUVERGNE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
Siège social : Cité Négocia, 2 rue pierret
43000 Le Puy en Velay

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MIFE AUVERGNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport Moral du Président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

ROSTAN AUDIT & CONSEIL

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre de l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

La Motte Servolex, le 10 mai 2024

ROSTAN AUDIT & CONSEIL

Commissaire aux comptes
550, rue Le Cheminet
73 290 La Motte Servolex

Jean-Philippe GONZALEZ

ROSTAN AUDIT & CONSEIL

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Chambéry

S.A.S au capital de 6000 euros
489 548 362 RCS Chambéry

550, rue Le Cheminet
73 290 La Motte-Servolex

Compte de résultat

	2023	2022
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subvention d'exploitation	161 966.06	230 056.86
Reprises et transferts de charges	449.76	4 207.11
Utilisation des fonds dédiés	8 529.72	1 485.90
Autres produits	366.42	5 466.41
PRODUITS D'EXPLOITATION	171 311.96	241 216.28
Achats de marchandises		
Variation de stock de marchandises		
Achats de matières premières	158.86	513.16
Variation de stock mat. Premières		
Autres achats non stockés et charges externes	44 481.70	74 492.71
Impôts et taxes	3 606.63	2 689.17
Salaires et traitements	126 821.73	126 799.72
Charges sociales	47 199.63	43 499.85
Amortissements et provisions	2 179.31	47.56
Autres charges	39.39	41.82
CHARGES D'EXPLOITATION	224 487.25	248 083.99
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 53 175.29	- 6 867.71
Produits financiers	32.87	246.15
Charges financières		
RESULTAT FINANCIER	32.87	246.15
RESULTAT COURANT		
Produits exceptionnels		610.00
Charges exceptionnelles	7 792.88	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 7 792.88	610.00
Impôts sur les bénéfices		
EXCEDENT OU DEFICIT	- 60 935.30	-6 011.56

Bilan actif

	Brut	Amortissement	Net 2023	Net 2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	1 961.94	1 893.32	68.62	8 993.81
Immobilisations financières	330.00		330.00	1 830.00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 291.94	1 893.32	398.62	10 823.81
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
- Usagers et comptes rattachés	100.00		100.00	
- Autres	24 385.10		24 385.10	113 806.90
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	85 301.14		85 301.14	23 492.76
Caisse				
TOTAL ACTIF CIRCULANT	109 786.24		109 786.24	137 299.66
REGULARISATION				
Charges constatées d'avance				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
TOTAL REGULARISATION				
TOTAL GENERAL	112 078.18	1 893.32	110 184.86	148 123.47

Bilan passif

	Net 2023	Net 2022
FONDS ASSOCIATIF		
Fonds propres		
*Réserves		
Résultat de l'exercice	- 60 935.30	- 6 011.56
Report à nouveau	37 710.83	43 722.39
SOUS-TOTAL SITUATION NETTE	- 23 224.47	37 710.83
Autres fonds associatif		
TOTAL FONDS ASSOCIATIF	- 23 224.47	37 710.83
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 502.00	1 455.00
FONDS DEDIES		8 529.72
DETTES		
Emprunts et dettes assimilées	90 000.00	60 000.00
Avances		
Fournisseurs et comptes rattachées	14 641.98	17 944.14
Autres	26 265.35	22 483.78
TOTAL DETTES	130 907.33	100 427.92
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		
TOTAL GENERAL	110 184.86	148 123.47

Dont dettes à moins d'un an : 40 907.33 €

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : MIFE AUVERGNE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 110 184.86 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, présente un déficit de 60 935.30 €. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de préparation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en €.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Installations techniques : 5 à 10 ans

* Agencements : 5 à 10 ans

* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans

* Matériel de bureau : 5 à 10 ans

* Matériel informatique : 3 ans

* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Engagement retraite

L'engagement retraite a été provisionné dans les comptes. On a utilisé une méthode actuarielle.

Convention collective utilisée : Missions Locales et PAIO – IDCC : 2190

Age de départ en retraite retenue : 67 ans

Table de mortalité utilisée : INSEE 2022

Taux de progression des salaires : 1%

Taux d'actualisation : 3.20 %

Taux de charges moyen : 45 %

Turn-over :

Turn-over annuel par tranche d'âge				Pourcentage
18	à	30		5,0%
31	à	40		3,0%
41	à	50		2,0%
51	à	65		1,0%

Note sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	2022	Augmentation	Diminution	2023
Immobilisations incorporelles				
Agencements	11 887.20		11 887.20	0.00
Matériel de bureau				
Matériel informatique	1 961.94			1 961.94
Mobilier				
Immobilisations corporelles	13 849.14			1 961.94
Immobilisations financières	1 830.00		1 500.00	330.00
ACTIF IMMOBILISE	15 679.14		13 387.20	2 291.94

Amortissements des immobilisations

	2022	Augmentation	Diminution	2023
Immobilisations incorporelles				
Agencements	3 357.48	736.84	4 094.32	0.00
Matériel de bureau				
Matériel informatique	1 497.85	395.47		1 893.32
Mobilier				
Immobilisations corporelles	4 855.33	1 132.31	4 094.32	1 893.32
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	4 855.33	1 132.31	4 094.32	1 893.32

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 24 485.10 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	100.00	100.00	
Autres	24 385.10	24 385.10	
Charges constatées d'avance			
TOTAL	24 485.10	24 485.10	

Produits à recevoir

Aucun produit à recevoir sur l'exercice.

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Gros entretien					
Autres provisions pour risques et charges	1 455.00	1 047.00			2 502.00
TOTAL	1 455.00	1 047.00			2 502.00

Fonds dédiés

Tableau de suivi des fonds dédiés

	Fonds dédiés au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Fonds dédiés	8 529.72		8 529.72		0.00
TOTAL	8 529.72		8 529.72		0.00

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 130 907.33 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers *	90 000.00		90 000.00	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 641.98	14 641.98		
Dettes fiscales et sociales	26 265.35	26 265.35		
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	130 907.33	40 907.33	90 000.00	

* Emprunts souscrits en cours d'exercice : 30 000 €

Charges à payer

	Montant
Factures non parvenues	2 836.52
Dettes provisions pour congés à payer	10 179.68
Charges sociales sur congés payer	5 062.56
TOTAL	18 078.76

Compte de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges financières	Charges exceptionnelles
Charges constatées d'avance			
TOTAL			

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits financiers	Produits exceptionnels
Produits constatés d'avance			
TOTAL			

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Honoraire de certification des comptes : 2 142.00 €

Informations spécifiques à l'activité de formation

- **Détail des créances usagers et comptes rattachés :**

Clients et comptes rattachés à la formation

Clients et comptes rattachés aux autres activités

Produits à recevoir sur actions de formation

Produits à recevoir sur autres actions

- **Détail des autres créances :**

Créances rattachées à la formation

Créances rattachées aux autres activités

100.00 €

Produits à recevoir sur actions de formation

Produits à recevoir sur autres actions

24 385.10 €

24 485.10 €

- **Détail des dettes fournisseurs et comptes rattachés :**

Fournisseurs et comptes rattachés à la formation

Fournisseurs et comptes rattachés autres

14 641.98 €

14 641.98 €

- **Compte de résultat :**

Produits de prestations en co-traitance

Produits de prestations en sous-traitance

Achats de prestations en co-traitance

Achats de prestations en sous-traitance

RESSOURCES DE L'ORGANISME

Origine des fonds	Montant (N)		Montant (N-1)	
	en €	en %	en €	en %
1 - Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers				
Entreprises		%	194 €	0.08 %
Etat, Collectivités locales, Etablissements publics		%		%
Entreprises, Fongecif, OMA, FAF		%		%
Particuliers		%		%
Sous total 1		%		%
2 - Ressources provenant des pouvoirs publics				
Instances européennes		%		%
Etat		%		%
Régions		%		%
Pôle Emploi		%		%
Autres collectivités territoriales		%		%
Sous total 2		%		%
3 – Autres				
Autres organismes de formation		%		%
Autres ressources (1)	171 345 €	100 %	241 878 €	99.92 %
Sous total 3	171 345 €	100 %	241 878 €	100 %
Total des ressources	171 345 €	100 %	242 072 €	100 %

(1) Les « autres ressources » comprennent les produits de la MIFE hors formation professionnelle continue.

CHARGES DE L'ORGANISME

• Charges liées à la formation :

Charges externes
Charges de personnel

• Autres charges :

Autres charges

232 280 €

DECOMPOSITION DES ACTIONS DE FORMATION PAR FINALITE

Finalité des actions	Volumes financiers			
	Montant (N)		Montant (N-1)	
	en €	en %	en €	en %
Diplômantes (1)		%		%
Perfectionnement professionnel et qualifiant (2)		%		%
Orientation professionnelle		%	194 €	100 %
Total		%	194 €	100 %

(1) Diplômes nationaux, titres homologués.

(2) Certificats de branches, certificats d'entreprise, attestations.